



Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées

Distr. générale
6 mai 2013
Français
Original: anglais/espagnol/français

Réunion des États parties

Deuxième réunion

New York, 28 mai 2013

Point 5 de l'ordre du jour provisoire

Élection, conformément à l'article 26, paragraphe 4, de la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, en vue de remplacer cinq membres du Comité des disparitions forcées dont le mandat arrive à expiration le 30 juin 2013

Élection de cinq membres du Comité des disparitions forcées en vue de remplacer ceux dont le mandat arrive à expiration le 30 juin 2013

Note du Secrétaire général

1. Conformément à l'article 26 de la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, la deuxième réunion des États parties doit se tenir au Siège de l'Organisation des Nations Unies le mardi 28 mai 2013, afin d'élire cinq membres du Comité des disparitions forcées, à partir d'une liste de candidats choisis par les États parties parmi leurs ressortissants (sect. II), en vue de remplacer ceux dont le mandat arrive à expiration le 30 juin 2013 (sect. I). On trouvera à la section III les noms des cinq autres membres du Comité qui demeureront en fonctions jusqu'au 30 juin 2015.

I. Membres du Comité dont le mandat expire le 30 juin 2013

2. Le mandat des membres du Comité dont le nom suit expire le 30 juin 2013.

<i>Membre</i>	<i>Pays de nationalité</i>
Mohammed Al-Obaidi	Iraq
Luciano Hazan	Argentine
Juan José López Ortega	Espagne
Enoch Mulembe	Zambie
Kimio Yakushiji	Japon

II. Liste des candidats désignés par les États parties

3. Conformément au paragraphe 3 de l'article 26 de la Convention, le Secrétaire général, par une note verbale datée du 14 novembre 2012, a invité les États parties à présenter dans un délai de trois mois, à savoir le 14 février 2013 au plus tard, des candidatures pour l'élection de cinq membres du Comité.

4. Les noms des personnes dont le Secrétariat a reçu la candidature à la date du 14 février 2013 sont énumérés ci-après, dans l'ordre alphabétique, avec indication des États parties qui les ont présentés. Les données biographiques de ces candidats figurent dans les annexes au présent document¹. Les données biographiques concernant les candidatures reçues après le 14 février 2013 figureront dans un additif au présent document.

<i>Candidat</i>	<i>Désigné par</i>
Mohammed Al-Obaidi	Iraq
Santiago Corcuera Cabezut	Mexique
Luciano Hazan	Argentine
Juan José López Ortega	Espagne
Enoch Mulembe	Zambie
Wafi Ougadeye	Mali
Kimio Yakushiji	Japon

III. Membres du Comité dont le mandat expire le 30 juin 2015

5. Le mandat des membres du Comité mentionnés ci-dessous expire le 30 juin 2015.

<i>Membre</i>	<i>Pays de nationalité</i>
Mamadou Badio Camara	Sénégal
Emmanuel Decaux	France
Alvaro Garcé García y Santos	Uruguay
Rainer Huhle	Allemagne
Suela Janina	Albanie

¹ Les données biographiques complètes des candidats telles que présentées par les États parties concernés peuvent être consultées sur le site Web du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (www.ohchr.org/EN/HRBodies/CED/Pages/Elections2012.aspx).

Annexes

Annexe I

Mohammed Al-Obaidi (Iraq)

Date et lieu de naissance: 28 novembre 1971, Bagdad (Iraq)

Langues de travail: anglais et arabe

Situation actuelle et fonctions

Vice-Président du Comité des disparitions forcées, 2010-2012.

Expert en droits de l'homme, système et mécanismes internationaux des droits de l'homme. Directeur général du Département chargé du contrôle des droits de l'homme. Directeur général du service juridique, Ministère des droits de l'homme. Formateur en droits de l'homme, Centre national pour les droits de l'homme. Mes fonctions consistent à fournir une assistance juridique dans les domaines du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire, ainsi que du droit pénal international, à présenter des études juridiques et à déterminer les obligations internationales incombant à l'Iraq, ainsi qu'à dispenser une formation aux droits de l'homme.

Principales activités professionnelles

Membre du Comité des disparitions forcées 2010-2012 (Vice-Président du Comité).

Participation aux sessions de la Commission des droits de l'homme en 2004-2005 et du Conseil des droits de l'homme 2006, 2009 et 2010, à Genève.

Participation à la Commission d'experts juridiques de la Ligue arabe, Le Caire, 2004.

Élaboration de projets de loi relatifs aux droits de l'homme.

Collaboration avec la mission de l'Union européenne à Bagdad en tant que formateur aux droits de l'homme.

Collaboration en tant que formateur avec des ONG en Iraq; participation en qualité de formateur avec l'Institut RWI (Suède); Spécialiste des droits de l'homme au Moyen-Orient et en Afrique du Nord.

Professeur en droit international des droits de l'homme en Iraq.

Conseiller auprès des commissions chargées d'établir les rapports au titre des traités, en Iraq.

Études

Doctorat (PhD) de droit international, faculté de droit de l'Université de Bagdad, 2005.

Maîtrise (LLM) en droit international, faculté de droit de l'Université Al-nahrin, 1997.

Licence (BA) de droit, Université Al-nahrin, 1993.

Diplôme d'études en droits de l'homme, Institut Raoul Wallenberg pour les droits de l'homme et le droit international humanitaire, faculté de droit de l'Université de Lund (Suède 2007).

Diplôme de formation aux droits de l'homme (diplôme de formateur), Institut Raoul Wallenberg pour les droits de l'homme et le droit international humanitaire (Suède 2012).

Cours de formation en droit des droits de l'homme et en droit international humanitaire en Australie, en Suède, en Turquie, en Tunisie, au Liban, en Jordanie et à Bahreïn.

Autres activités principales en rapport avec le mandat du Comité

Membre des commissions chargées d'établir les rapports au titre des traités, en Iraq jusqu'en 2010.

Vice-Président du Comité des disparitions forcées, 2010-2012.

Formateur chargé des rapports au titre des traités et du système des droits de l'homme de l'ONU.

Conseiller juridique du Comité.

Publications les plus récentes dans le domaine considéré

Étude dans le domaine des droits fondamentaux des personnes handicapées, 2006.

Étude sur le respect des obligations découlant du système international des droits de l'homme en cas de violation des droits de l'homme, 2006.

Étude sur les sociétés de sécurité privées et leur impact sur le plein exercice des droits de l'homme, 2007.

Étude sur la traite des personnes, 2008.

Étude sur les violations des droits de l'homme et les crimes commis en Iraq pendant la période 1968-2003.

Protection de l'environnement marin contre la pollution par les hydrocarbures: étude de cas de l'Iraq pendant la deuxième guerre du Golfe, faculté de droit de l'Université de Bagdad, 2005.

Le système juridique des missions spéciales, faculté de droit de l'Université de Nahrain, 1997.

La création du Comité national pour le droit international humanitaire, Université de Nahrain, 2010.

Annexe II

Santiago Corcuera Cabezut (Mexique)

Date et lieu de naissance: 16 avril 1960, à Mexico (Mexique)

Langues de travail: anglais et espagnol

Situation actuelle et fonctions

Associé de Curtis, Mallet-Prevost, Colt et Mosle, S. C.

Conseiller juridique dans les domaines suivants: droit des sociétés, finances, investissements étrangers, commerce extérieur, arbitrage commercial international, fusions et acquisitions.

Conseiller *pro bono* pour des organisations non gouvernementales défendant des victimes de violations des droits de l'homme.

Principales activités professionnelles

Universitaire et spécialiste des questions relatives aux droits de l'homme.

Expert dans l'affaire *Rosendo Radilla Pacheco c. États-Unis du Mexique*, devant la Cour interaméricaine des droits de l'homme, 2008-2009.

Conseil devant la Commission interaméricaine des droits de l'homme et la Cour interaméricaine des droits de l'homme dans l'affaire *Jorge Castañeda Gutman*, en représentation de la victime 2005-2008.

Membre, en août 2004, en qualité d'expert, du Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires, dont il a été Président au cours de la période 2006-2009.

Président du Comité de coordination des procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme de l'ONU.

Membre du groupe d'experts engagé par le HCR dans le cadre de la commémoration du vingtième anniversaire de la Déclaration de Carthagène sur les réfugiés.

Études

Maîtrise de droit (LLM): Université de Cambridge (Angleterre); membre du Queens' College 1982-1983.

Licence en droit: Université ibéro-américaine A. C. 1978-1982.

Autres activités principales en rapport avec le mandat du Comité

Membre, depuis août 2004 et en qualité d'expert, du Groupe de travail des disparitions forcées ou involontaires, dont il a été Président de 2006 à 2009.

Conseiller juridique d'associations de parents de personnes disparues, telles que: Frente Unido de desaparecidos de Coahuila (FUNDEC), Frente Unido de desaparecidos de México (FUNDEM) et Asociación de Familiares de detenidos Desaparecidos de México (AFADEM).

Auteur de divers travaux universitaires portant sur le droit mexicain et international des droits de l'homme des victimes de disparition forcée.

Publications les plus récentes dans le domaine considéré

«Desaparición Forzada en México», publié dans la *Revista de la Barra Mexicana, Colegio de Abogados*, n° 79, mars-mai 2011, p. 8 et suiv.

«Otra Vez, Desapariciones Forzadas en México», publié dans la *Revista de la Universidad Iberoamericana*, année III, n° 15, août-septembre 2011.

«Repercusiones del veto a la Ley General de Víctimas y la Ley de Víctimas de Calderón», publié par *IUS IBERO*, revue pour les élèves, professeurs et diplômés du Département de droit de l'Université ibero-américaine, an I, n° 2, juillet-septembre 2012, p. 17 et suiv., Mexico.

Annexe III

Luciano Andrés Hazan (Argentine)

Date et lieu de naissance: 21 juin 1977, Buenos Aires (Argentine)

Langues de travail: espagnol et anglais

Situation actuelle et fonctions

Membre du Comité des disparitions forcées. Présenté par l'Argentine et élu par les États parties à la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées le 31 mai 2011. Élu par le Comité comme son premier Rapporteur.

Depuis 2003, avocat de l'Asociación Abuelas de Plaza de Mayo, organisation de défense des droits de l'homme qui recherche les 500 enfants victimes de disparition forcée en Argentine.

Depuis 2010, conseiller juridique du sous-secrétariat pour la politique pénale (Ministère de la justice et des droits de l'homme), en matière de réforme des procédures pénales.

Depuis 2002, enseignant à la faculté de droit de l'Université de Buenos Aires, Département de droit pénal et criminologie.

Principales activités professionnelles

2005-2009, conseiller juridique du Président de la Commission des droits de l'homme et des garanties de la Chambre des députés d'Argentine.

2007-2009, avocat de l'Asociación Memoria Activa, organisation de parents des victimes de l'attentat terroriste contre le siège de l'Asociación Mutual Israelita Argentina (AMIA). Responsable de l'action engagée contre des fonctionnaires du pouvoir exécutif et judiciaire impliqués dans la dissimulation de l'attentat.

2005-2006, Sous-Directeur de l'Institut d'études comparées en sciences pénales et sociales (INECIP), ONG qui milite en faveur de la réforme structurelle des systèmes de justice pénale en Amérique latine.

Consultant-expert sur la réforme de la justice, au Centre d'études judiciaires des Amériques (CEJA), Organisation des États américains (OEA).

2004-2008, éditeur de la revue juridique Sistema Judiciales, publiée par le Centre d'études judiciaires des Amériques (CEJA).

Études

Maîtrise en droit (LLM), Southwestern University Law School, 2010. Boursier Fulbright-Siderman en droits de l'homme. Stagiaire à la Division «intégrité de la justice», parquet de Los Angeles, chargé des poursuites pénales engagées contre des policiers, des agents pénitentiaires, des juges et des avocats présumés responsables d'infractions.

Avocat spécialisé en droit pénal, faculté de droit de l'Université de Buenos Aires, 2003.

Journaliste, diplômé de l'École de journalisme TEA, Buenos Aires, 1998.

Autres activités principales en rapport avec le mandat du Comité

Diplômé du Programme interaméricain de formation de formateurs pour la réforme de la procédure pénale, organisé par le Centre d'études judiciaires des Amériques (CEJA) (avril à octobre 2005).

Diplômé du cours de formation sur les systèmes interaméricain et universel de protection des droits de l'homme, organisé à Washington (États-Unis d'Amérique) par la Commission interaméricaine des droits de l'homme, l'Université américaine et le Service international pour les droits de l'homme, 2005.

Publications les plus récentes dans le domaine considéré

«Los análisis genéticos después el fallo “Vásquez Ferrá” de la Corte Suprema de Justicia de la Nación», publiée dans *Las pruebas genéticas en la identificación de jóvenes desaparecidos*, Gabriel Ignacio Anitua et Mariano Gaitán (comps.), Editores del Puerto, Buenos Aires, 2013; et dans *Derecho a la identidad y persecución de crímenes de lesa humanidad*, Asociación Abuelas de Plaza de Mayo, Buenos Aires, 2005.

«Desafíos para la Investigación y Persecución Penal de los Delitos Complejos en Argentina», (y compris les crimes contre l'humanité). Éditeur: CEJA, Santiago du Chili, 2011.

«Informe evaluativo del Plan piloto para el fortalecimiento del sistema acusatorio en la Provincia de Buenos Aires», publiée dans *Reformas procesales penales en América latina: Resultados del proyecto de seguimiento, IV etapa*, coordinateur: Cristian Riego, CEJA, Santiago du Chili, 2007.

Coéditeur du livre «Garantías constitucionales en la investigación penal. Un estudio crítico de la jurisprudencia», Editores Del Puerto, Buenos Aires, 2006.

«El plan piloto para la profundización del sistema acusatorio en Mar del Plata. Descripción, resultados y reflexiones», nouvelle doctrine pénale, 2006-A, Editores del Puerto, 2006.

Introduction de l'ouvrage intitulé *Violaciones a los derechos humanos frente a los derechos a la verdad e identidad, 3º Coloquio Interdisciplinario de Abuelas de Plaza de Mayo*, Abuelas de Plaza de Mayo, Buenos Aires, 2005.

Annexe IV

Juan José López Ortega (Espagne)

Date et lieu de naissance: 2 août 1956, Madrid (Espagne)

Langues de travail: espagnol et français

Situation actuelle et fonctions

Depuis 2002, Président de la quatrième section de l'*Audiencia Provincial* de Madrid, spécialisé en droit pénal des mineurs.

Professeur associé à l'Université Carlos III de Madrid depuis 1990, chargé des cours: «Droit processuel pénal», «La preuve dans le procès pénal» et «Introduction au système judiciaire espagnol».

Principales activités professionnelles

Conseiller auprès du Tribunal constitutionnel (1993-1994).

Juge en exercice depuis 1982. Juge à la chambre criminelle de l'*Audiencia Nacional* (1997-2002).

Participation à la mise en œuvre de la Convention bilatérale conclue avec la Roumanie en vue de la mise en place du Service des poursuites pour les affaires de corruption (2002-2007) et aux travaux entrepris avec la Bulgarie en vue de la réforme du Code de procédure pénale (2005-2006).

Expert auprès du Conseil de l'Europe, participation au processus d'évaluation du Groupe d'États contre la corruption (GRECO) (2000).

Participation à différentes activités de coopération pour le développement en El Salvador (1998-2001), au Paraguay (2001), en République dominicaine (2003) et au Guatemala (2004).

Études

Diplôme en droit de l'Université Complutense de Madrid (1974-1979).

Spécialisation en droits de l'homme. Diplôme d'études supérieures de l'Université Complutense de Madrid (1988-1990).

Boursier au Centre des Nations Unies pour les droits de l'homme; participation en tant qu'étudiant à la vingt-deuxième session d'enseignement de l'Institut international des droits de l'homme (1991).

Stage à la Commission européenne des droits de l'homme (1992).

Autres activités principales en rapport avec le mandat du Comité

Élu membre du Comité des disparitions forcées à la Conférence des États parties tenue à New York le 31 mai 2011, pour un mandat de deux ans.

A siégé, en tant que juge à l'*Audiencia Nacional*, dans la formation qui a établi la compétence des juridictions espagnoles pour poursuivre du chef de génocide les auteurs de diverses violations (assassinat, enlèvement, disparition forcée et torture) commises sous les régimes militaires en Argentine et au Chili – décisions de la chambre criminelle de l'*Audiencia Nacional* des 4 et 5 novembre 1998.

Membre, entre 2009 et 2012, de la Commission nationale pour l'utilisation de l'ADN en science médico-légale, organe collégial relevant du Ministère de la justice dont la mission est de garantir l'utilisation correcte des bases de données ADN aux fins des enquêtes criminelles, ainsi qu'à d'autres fins, notamment l'identification de restes humains dans des affaires de personnes disparues, ces bases étant actuellement particulièrement utiles pour l'identification de restes humains dans des affaires de personnes disparues pendant la guerre civile espagnole.

Professeur – Cours de droit international humanitaire et des droits de l'homme, Université Carlos III de Madrid.

Chargé de cours pour différentes activités de formation organisées par le Conseil général du pouvoir judiciaire et le Bureau du Procureur général sur le système européen de protection des droits de l'homme et sur la jurisprudence de la Cour européenne.

Publications les plus récentes dans le domaine considéré

Plus d'une cinquantaine d'articles consacrés à la justice pénale et aux droits fondamentaux, ainsi qu'à la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et à la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme et du Tribunal constitutionnel espagnol concernant les garanties de droit procédural et pénal.

Annexe V

Enoch Mulembe (Zambie)

Date et lieu de naissance: 20 novembre 1968, Lusaka (Zambie)

Langues de travail: anglais (couramment), français (non couramment)

Situation actuelle et fonctions

Directeur de la Commission zambienne des droits de l'homme.

Principales activités professionnelles

Directeur de la Commission zambienne des droits de l'homme depuis 2004.

Chef de la recherche et de la planification à la Commission zambienne des droits de l'homme, de 1998 à 2004.

Chargé de cours en droit à l'Université de Zambie, de 1996 à 2002.

Titulaire d'une bourse pour le développement du personnel (Staff Development Fellow – SDF), faculté de droit, Université de Zambie, de 1994 à 1996.

Études

Maîtrise en droit international, Institut Raoul Wallenberg des droits de l'homme et du droit humanitaire, Université de Lund, Lund, Suède (1996).

Licence en droit avec mention bien, Université de Zambie, Zambie (1992).

Diplôme – Cours supérieur sur la protection internationale des droits de l'homme, Université de l'Académie d'Abo, Turku, Finlande (2000).

Certificat – Enseignement et recherche sur les droits de l'homme dans les universités (CiedHu), Institut international des droits de l'homme/Centre international pour l'enseignement des droits de l'homme dans les universités, vingt-septième session de formation intensive, Strasbourg, France, juillet 1999.

Certificat de participation, Institut international des droits de l'homme, Strasbourg, France, juillet 1999.

Autres activités principales en rapport avec le mandat du Comité

A assumé la fonction de facilitateur lors de l'Atelier du Ministère de la justice sur la soumission de rapports par les États et a fait des exposés sur la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, la Convention relative aux droits de l'enfant et les directives relatives aux rapports à soumettre par les États.

A siégé au Comité interministériel pour l'élaboration du rapport de la Zambie en vue de l'Examen périodique universel (EPU) par le Conseil des droits de l'homme, de 2007 à 2008.

A fait partie de la délégation chargée de présenter le rapport initial de la Zambie sur la mise en œuvre du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (Genève, 25-27 avril 2005).

A assumé la fonction de facilitateur s'agissant du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples lors de l'Atelier d'orientation pour le Comité interministériel sur l'établissement des rapports à soumettre par les États, Ministère de la justice, novembre 2004.

Membre du comité de rédaction et éditeur du douzième rapport de la Zambie sur la mise en œuvre de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, juin 2004.

A assumé la fonction de facilitateur lors de l'Atelier d'orientation du Ministère de la justice sur les rapports à soumettre par les États en application de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (2-4 juin 2004).

A contribué, en qualité de consultant pour le Ministère des affaires juridiques, à la préparation et à la finalisation du rapport initial de la Zambie au Comité contre la torture de l'ONU (mai à juillet 2000).

Président du Comité des droits de l'homme, Conférence constitutionnelle nationale (2007 à 2010).

Membre fondateur du Conseil d'administration de l'Institute of Human Rights, Intellectual Property and Development Trust (Hurid).

Publications les plus récentes dans le domaine considéré

«Human Rights and Development in the Twenty-First Century: The African Challenges», *Zambia Law Journal*, Volume 31, 1999.

«Understanding the United Nations Convention on the Rights of the Child: The Zambian Context», *Lesotho Law Journal*, Volume 12, 1999, Number 1.

Human Rights for Zambian High Schools: Introduction to Human Rights, the International Bill of Human Rights and Monitoring Mechanisms (ZCEA) (2007).

Human Rights for Zambian High Schools: Introduction to the Special United Nations Human Rights Instruments (ZCEA) (2007). Human Rights for Zambian High Schools: Introduction to the Regional Human Rights Systems and the National Human Rights Mechanisms (ZCEA) (2008).

Annexe VI

Wafi Ougadeye (Mali)

Date et lieu de naissance: 1956, Gossi, Tombouctou (Mali)

Langue de travail: français

Situation actuelle et fonctions

Conseiller à la Cour suprême.

Participe au fonctionnement de la Section judiciaire en siégeant dans les différentes formations: chambre civile, chambre sociale, chambre criminelle, chambres réunies, chambre commerciale, assemblée générale.

Principales activités professionnelles

Faire les recherches nécessaires pour répondre aux moyens de pourvoi.

Veiller à la régularité de la procédure suivie et en particulier au strict respect des formes et délais prescrits.

Examiner les dossiers soumis à la Cour suprême, les demandes en révision des procès criminels et correctionnels, les demandes de renvoi d'une juridiction à une autre pour cause de suspicion légitime ou de sûreté publique; des règlements de juge, les demandes de prises à parties, les contrariétés de jugements ou arrêts rendus.

Établir un rapport objectif et motivé.

Rédiger les arrêts rendus.

Études

1978-1980 – Diplôme de l'École nationale de la magistrature (Paris).

1974-1978 – Maîtrise en droit à l'ENA (Bamako).

1972-1974 – Baccalauréat malien (1^{re} et 2^e parties (Option lettres modernes et philo-langues (LFAT))).

1963-1971 – Diplôme d'études fondamentales (DEF).

Autres activités principales en rapport avec le mandat du Comité

Enseignement et formation en droits de l'homme.

Consultant en droits de l'homme auprès des ONG et associations de défense des droits de l'homme notamment WILDAF Mali.

Membre de l'association internationale des procureurs et poursuivants (AIPP).

Membre de l'Union internationale des magistrats (UIM).

Publications les plus récentes dans le domaine considéré

La protection des droits de l'homme devant le juge pénal.

Les violences faites aux femmes.

Recherche et collecte de données sur la mise en œuvre des droits des femmes par les groupes cibles sensibilisés et formés par l'ONG WILDAF/FEDDAF dans les pays concernés (cas du Mali).

Annexe VII

Kimio Yakushiji (Japon)

Date et lieu de naissance: 31 mai 1950, Soja City (Japon)

Langue de travail: anglais

Situation actuelle et fonctions

Vice-Président de l'Université Ritsumeikan Asie Pacifique (avant le 1^{er} avril 2011).

Professeur, faculté de droit, Université Ritsumeikan (depuis le 1^{er} avril 2011).

Principales activités professionnelles

Depuis le 1 ^{er} avril 2011	Professeur, faculté de droit, Université Ritsumeikan (RU).
1 ^{er} mars 2007-31 mars 2011	Vice-Président et professeur à l'Université Ritsumeikan Asie-Pacifique (APU) et membre du Conseil d'administration Ritsumeikan.
1 ^{er} avril 2005-31 décembre 2006	Vice-Président de l'Université Ritsumeikan.
1 ^{er} avril 2005-28 février 2007	Professeur, faculté de droit, Université Ritsumeikan.
1 ^{er} avril 2004-31 mars 2005	Vice-Président et professeur de l'Université Asie-Pacifique.
1 ^{er} avril 1992-31 mars 2004	Professeur, faculté de droit, Université Ritsumeikan.
1 ^{er} avril 1987-31 mars 1992	Professeur adjoint, faculté de droit, Université Ritsumeikan.
1 ^{er} avril 1981-31 mars 1987	Professeur adjoint, Université Kobe Shosen.
1 ^{er} avril 1979-31 mars 1981	Professeur assistant, faculté de droit, Université de Kyoto.

Études

1 ^{er} avril 1976-1 ^{er} mars 1979	Doctorat, École supérieure de droit, Université de Kyoto (a achevé le programme de doctorat après avoir obtenu tous les crédits nécessaires).
1 ^{er} avril 1974-31 mars 1976	Maîtrise, École supérieure de droit, Université de Kyoto (LLM).
1 ^{er} avril 1969-31 mars 1974	Faculté de droit, Université de Kyoto (BL).

Autres activités principales en rapport avec le mandat du Comité

Membre de l'Association japonaise pour le droit international des droits de l'homme (de 1997 à 2000, Directeur de la publication de Human Rights International (en japonais); de 2000 à 2003, Directeur; de 2003 à 2006, Président).

Membre de l'Institut de recherche pour les droits de l'homme de Kyoto depuis sa création en 1994.

Membre de la Société japonaise de droit international (poste actuel: Président du Comité de planification; de 2001 à 2003, Directeur de la publication du *Journal de droit international et de diplomatie* (en japonais); de 2003 à 2006, trésorier).

Conseiller juridique de la délégation japonaise à la Conférence de l'ONU sur les immunités juridictionnelles des États et de leurs biens (2002, 2003 et 2004).

Publications les plus récentes dans le domaine considéré

«Possibilités d'évolution du droit international des droits de l'homme en droits constitutionnel mondial» (en japonais), *Seikai-ho Nenpo* (Annuaire du droit mondial), n° 29, 2010, p. 1 à 49.

«Interprétation et application des Conventions internationales relatives aux droits de l'homme au Japon» (en japonais), *Jurist*, n° 1387 (2009), p. 47 à 57.

«Domestic Implementation of Human Rights Conventions and Judicial Remedies in Japan» (en anglais), *The Japanese Annual of International Law*, n° 46 (2003), p. 1 à 45.
